



Les biens communs

sous la botte des lobbies

Maison du livre et de la culture

Bonnieux

SAMEDI 23
DIMANCHE 24

FÉVRIER 2019

PRÉ-ÉVÈNEMENTS
CAVAILLON, le 3 février
Film : Le temps des grâces
APT, le 7 février
Film : Nul homme n'est une île

Foll'avoine
Pour une Biodiversité sans OGM ni Brevet
foll'avoine 06 51 80 31 05

Les biens communs sous la botte des lobbies

PRÉ-ÉVÉNEMENTS

Samedi 23 février

- 10h00 - 12h00 - **Matinée enfants :**
La biodiversité, bien commun vital, apprenons à mieux la connaître pour la favoriser
Stands de jeux gratuits pour les enfants animés par :
le Naturoptère, la LPO, l'association GERME et Foll'avoine.
- 12h00 - **Relâcher d'un rapace diurne** qui aura été soigné au Centre régional de sauvegarde de la faune sauvage géré par la LPO PACA à Bioux (84). *Sous réserve des conditions météo et d'avoir un oiseau en état d'être relâché.*
- 12h30 - 14h30 - **Pause et Repas bio** préparés et servis par **BIO'S** (10 €)
- 14h30 - 17h00 - **Conférences et débats**
Les semences bien commun millénaire, de la souveraineté alimentaire et de la liberté des peuples
Du conflit armé aux organismes génétiquement modifiés, l'accaparement des semences reste une arme clé pour la soumission des peuples. Comment retrouver plus d'autonomie pour couvrir les besoins en semences face aux pressions des grands tenors mondiaux des **biotechnologies**, avec **Bénédicte Bonzi**, doctorante en anthropologie sur « le don et les violences alimentaires » EHESS, Paris, auteure de « Le blé dans la tourmente », Édition du Panthéon et **Jacques Hallard**, ingénieur CNAM, créateur du site ISIAS, consultant indépendant
- 17h00 - 18h30 - **Pause**
- 18h30 - 19h30 - **Film « Le bien commun : l'assaut final »** de Carole Pouliquin (52 minutes). Entrée libre
- 19h30 - **Assiette apéritive bio** (5 €)

Exposition de la LPO « Agriculture et biodiversité » et stands associatifs.

-> **Cavaillon** au cinéma La Cigale
Dimanche 3 février à 18h30.

- « **Le temps des grâces** » : film sur les agricultures en France de **Dominique Marchais**, journaliste aux « inrocks » (90 minutes). Projection organisée en collaboration avec les associations **AVEC** et **Vivre Cavaillon**. Entrée 4 €.
- Débat en présence de **Sébastien Elluin**, maraîcher en biodynamie (Mollégès), **Pierre Clerc**, arboriculteur bio (Le Thor), **Carole Sanchez**, éleveuse de volailles sous label bio (Isle-sur-la-Sorgue).
- Verre de l'amitié offert par Biocoop et le magasin le Sarment.

-> **Apt** au cinéma Le César
Jeudi 7 février à 18h30.

- « **Nul homme n'est une île** » : film de Dominique Marchais, un voyage en Europe où des femmes et des hommes, agriculteurs, artisans, architectes, élus, se pensant un destin commun, font vivre par leur travail, l'esprit de la démocratie (96 minutes), en présence de **Evelyne Epiard**, citoyenne engagée et solidaire. Entrée 6 €.

Dimanche 24 février

La notion de bien commun à travers des expériences et des savoir-faire locaux

- 10h00 - 12h00 - **Table ronde et dégustation**
Face à la menace du blé OGM : des blés adaptés localement, le savoir-faire des meuniers et des boulangers pour des pains bons, nourrissants et digestes.
« Tout sur le pain », blés, farines, miches et levains, avec **Nathalie Charles**, Chargée d'études « Promotion des produits agricoles », Parc naturel régional du Luberon (Apt), **Philippe Monteau**, meunier (Grans), **Benoît Lairon** (Cucuron), **Katia** et **Frédéric Grange** (Le Thor)
- 12h30 - 14h30 - **Pause et Repas bio** préparés et servis par **BIO'S** (10 €)
- 14h30 - 17h00 - **Conférences et débats**
Sauvegarder les semences et les savoir-faire, biens communs de la culture paysanne : une nécessité face à la dégradation des sols, à la raréfaction du pétrole et aux dérèglements climatiques, sociaux et économiques avec **Jean-Louis Millet** et **Nicolas Verzotti**, agriculteurs, **Jean-Luc Daneyrolles**, grainier et **Philippe Gros**, formateur du Parcours « *écopaysan* » à l'APTE

Les biens communs

concept désuet ou garantie pour l'avenir de la planète?

Dans une économie régie par une compétitivité effrénée et par un individualisme forcené, comment reprendre raison, retrouver de l'espoir et donner du sens à notre avenir?

Il devient urgent de prendre conscience de notre destin commun d'humains habitants de notre unique maison : la planète Terre. Que nous logions en HLM ou dans une villa de luxe, notre maison commune reste la Terre.

Tous, nous respirons le même air, buvons la même eau, avons besoin des mêmes produits de base. Plus que jamais ces biens communs doivent être gérés pour et par la communauté humaine. Ils ne doivent pas devenir des biens marchandisables au gré de l'appétit de quelques-uns qui n'ont aucun souci de l'avenir des générations futures.

Dans cette volonté d'appropriation de nos communs par de puissantes firmes privées, les semences et les savoir-faire de la culture paysanne sont particulièrement visés.

Hélas, contrairement aux multinationales, la plupart des citoyens n'a pas encore mesuré le pouvoir procuré par la possession juridique des semences. Il est pourtant clair que si toutes les semences sont privatisées, nous n'aurons pas d'autre choix que de « manger dans la main » de ceux qui les posséderont.

La confiscation de la souveraineté alimentaire et la faim sont des armes très efficaces pour asservir les peuples, en temps de guerre comme en temps de paix.

Les Organismes Génétiquement Modifiés font partie de cette artillerie lourde, insidieuse et silencieuse, qui verrouille par le brevetage, l'accès aux semences issues du travail millénaire de sélection des paysans de la planète. La puissance des nouvelles techniques de modifications du vivant et la rapidité de leur diffusion, liées à la vitesse et à la progression constante de l'outil informatique, « grillent » le raisonnement de certains scientifiques et élus, aiguissent leur mégalomanie ainsi que l'appétit financier des entreprises.

Ces industries transforment les semences sans considération aucune du fonctionnement du vivant, de la diversité et de l'équilibre des écosystèmes.

Tout ceci se fait au détriment de l'information des citoyens et du débat scientifique où seule

la voix des pro OGM est entendue sans controverse possible. Les problématiques éthiques, sociologiques et environnementales qui en découlent, restent ignorées.

Dans ce monde en manque criant de démocratie où toutes les institutions censées défendre les citoyens et le bien public ont été GANGRENÉES par les lobbies, l'opacité est la règle, et les pratiques en vue de l'acceptabilité sociale des OGM remplacent la concertation. Pour mieux leurrer les citoyens, les industriels couverts par nos politiques revendiquent une évaluation minimaliste, l'absence d'étiquetage et de traçabilité.

Pourtant le 25/07/2018, la Cour européenne de justice a accepté la requête des associations citoyennes en qualifiant les nouvelles techniques de mutagenèse développées après 2001, de techniques donnant lieu à des OGM devant être réglementées comme tels... Depuis la décision de la Cour européenne, la contre attaque des industriels est virulente tant sur le plan judiciaire que dans le domaine commercial...

Depuis les années 90, les mêmes arguments mensongers sont utilisés : la lutte contre la faim dans le monde – loin d'être réglée alors que les OGM sont apparus depuis environ 30 ans – et la lutte contre les effets du dérèglement climatique dont l'agriculture industrielle est grandement responsable avec les engrais azotés, les pesticides de synthèse et la déforestation.

Les OGM doivent rester des outils de laboratoire, des outils de recherche, éventuellement des outils de fabrication confinés. Ce confinement est nécessaire pour ne pas provoquer une contamination progressive puis généralisée dans le but de nous les imposer.

Nous citoyens de la TERRE, voulons la liberté de faire d'autres choix fondés sur le respect du vivant et le partage. Pour développer ces alternatives en accord avec le cycle du vivant et la coévolution des écosystèmes donc sans risque d'irréversibilité, ni dépendance aux biotechnologies, nous ne voulons pas d'OGM dans l'environnement.

